

Il est temps que les travailleurs jettent tout leur poids dans la balance

CET automne en France est dominé par une accentuation de l'offensive patronale contre les travailleurs et une systématisation de la politique d'austérité du gouvernement, la première prenant appui sur la seconde pour faire peser la pression maximum.

Il y a peu encore, les socialistes se faisaient fort d'imposer un compromis au « pouvoir économique ». Qui ne voit aujourd'hui que, dans tous les domaines, les patrons mènent le jeu ? C'est sans doute dans l'affaire de l'UNEDIC que la chose apparaît le plus cruellement. Brandissant le discours de Figeac, dans lequel Mitterrand s'engageait à ne plus alourdir les charges des entreprises, le CNPF repousse avec brutalité et arrogance toute augmentation des cotisations patronales aux fonds d'indemnisation du chômage. Il menace de se retirer de la gestion paritaire de l'UNEDIC, après que les syndicats ouvriers eurent pris eux-mêmes l'initiative de proposer dix milliards d'économie, c'est-à-dire de réduire les droits aux prestations de nombreux chômeurs !

Cet épisode devrait faire réfléchir sur les risques pris par les syndicats ouvriers quand ils ont accepté de cogérer avec le patronat l'indemnisation du chômage. Il indique à lui seul, dix-sept mois après le 10 mai, que la voie de la collaboration avec les capitalistes dans laquelle se sont engagés le PS et le PC n'est qu'une chaîne de renoncements, immédiatement utilisés par les patrons et la droite pour modifier le rapport de forces en leur faveur et imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

Le gouvernement ne se montre pas seulement sensible aux pressions patronales. Confronté à une crise économique mondiale qui ne permet pas une redistribution plus « sociale » des fruits de l'expansion, il a choisi, selon ses propres termes, de donner la priorité absolue à la reprise de l'investissement — c'est-à-dire, en économie capitaliste, à l'augmentation des taux de profits — afin de restaurer la compétitivité de l'économie française. Il espère ainsi de recréer à terme les conditions de l'expansion.

Loin d'imposer au patronat un compromis dont les termes n'ont jamais été définis, cette politique se situe d'emblée et pleinement sur le terrain des détenteurs de capitaux. La systématisation par le gouvernement de sa politique dite de rigueur, à travers le budget, par la mise en cause brutale des mécanismes d'indexation des salaires sur les prix, par l'attaque directe et frontale contre le pouvoir d'achat, par les mesures prises contre la Sécurité sociale, représentant déjà une première revanche du patronat sur le 10 mai : celle qui consiste à voir les dirigeants socialistes et communistes porter aux travailleurs des coups auxquels Barre lui-même a dû renoncer par crainte de provoquer une explosion sociale.

Engagé sur cette pente fatale, le gouvernement ne recule plus devant l'indécence. Le tout nouveau ministre de la Police se félicite haut et fort d'échapper à la rigueur générale. Dans l'enseignement, dans les PTT, dans toutes les administrations, les effectifs sont bloqués. Mais ceux de la police aug-

mentent en flèche ! Certains y trouvent matière à vantardise auprès de la hiérarchie policière, en attendant d'en faire un argument électoral.

Les appareils dirigeants du PS et du PC ont parfaitement accompagné le tournant gouvernemental vers l'austérité. Certes, une brève polémique entre la direction du PCF et Bérégovoy sur la Sécurité sociale a relancé les spéculations sur le fond de l'attitude communiste. Le PCF prépare-t-il en sous-main son éventuelle sortie du gouvernement ? Quelles que soient les manœuvres futures de la direction du PCF, il n'est pas besoin d'interroger le secret de ses délibérations ou de sonder son machiavélisme. Le PCF cherche à desserrer l'étau des contradictions qui le tenaillent par un démarquage verbal. C'est d'ailleurs ainsi que l'a compris la direction socialiste, quand elle a rappelé à son allié qu'il devait assumer la cohérence d'ensemble de la politique gouvernementale. Une cohérence que Le Pors, ministre communiste, applique sans rechigner contre les fonctionnaires, sans s'attirer la plus petite remontrance du bureau politique de son parti !

Les députés socialistes se sont convertis à la nouvelle doctrine gouvernementale sans dissidence ni craquement. Ils ont pourtant, à l'instigation de Joxe et avec le soutien de Jospin, refusé la mesure honteuse qui réhabilitait et restaurait dans leurs droits les généraux des putschs d'Alger et de l'OAS. Ce vote, bien que ne touchant pas le cœur de la politique gouvernementale, a été néanmoins perçu comme un camouflet à l'autorité présidentielle. Il signifie que le PS cherche lui aussi à démontrer son existence distincte du gouvernement, sans cesser de faire bloc autour de son action. Il est un signe de l'état de malaise profond dans les rangs de ce parti.

Ainsi problèmes et contradictions s'accumulent-ils, trouvant des expressions fuyantes et déviées jusqu'au sommet des partis ouvriers engagés au gouvernement et dans un soutien jusqu'à maintenant sans faille à sa politique.

Un événement important doit pourtant être compris dans toute sa signification : la mobilisation engagée pour le respect des promesses — pour le remboursement de l'IVG et plus encore peut-être la crainte d'un développement ultérieur de cette mobilisation — a contraint Mitterrand, Mauroy et Bérégovoy à tourner sur ce question.

En différant le remboursement de l'IVG, le gouvernement tenait à marquer avec éclat sa détermination dans l'austérité et jettait une passerelle vers l'électorat et certaines personnalités de droite. Cette politique demeure mais a, dans ce cas précis, été mise en échec. La leçon de l'événement dépasse de très loin le remboursement de l'IVG : ce gouvernement, qui tourne le dos à ceux qui l'ont mis en place le 10 mai, s'est avéré vulnérable à la mobilisation des femmes pour leurs droits. Il le sera également, même si l'enjeu est d'une tout autre ampleur, face à une mobilisation générale des travailleurs contre l'austérité et la remise en cause de leur pouvoir d'achat.

En chassant Giscard le 10 mai, en portant Mitterrand à l'Élysée, les travailleurs ont manifesté clairement leur refus du chômage et de l'austérité. Or, il faut bien le constater aujourd'hui, seule l'entrée massive des travailleurs sur la scène, seule leur mobilisation unitaire, dans les entreprises et à l'échelle de tout le pays, peuvent aujourd'hui imposer le respect des promesses du 10 mai et empêcher un retour en force de la droite. C'est pourquoi la LCR défend, dans les syndicats, parmi les travailleurs, la nécessité de la mobilisation qui pourrait prendre la forme d'une journée nationale de grève d'avertissement, contre l'austérité et contre les patrons.

Aujourd'hui, les directions confédérales constituent le blocage essentiel à l'expression de cette volonté de la classe ouvrière. Contraintes de prendre en charge le mécontentement, elles en dévoient l'expression en multipliant les journées d'action dans la division et la dispersion maximum. Les grèves, dans la fonction publique notamment, ont montré que les travailleurs ne sortent massivement que quand les syndicats agissent ensemble. C'est cette unité qu'il faut imposer, dans l'entreprise comme au plan national, en mettant en échec les manœuvres de directions syndicales soucieuses avant tout de couvrir la po-

